

# REVOLUTION INTERNATIONALE

M 2485 - 167 - 5,00 F



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## Elections = mystification La seule force des ouvriers : la lutte de classe

■ Alors que toutes les medias nous rebattent quotidiennement les oreilles avec les querelles de cliques des partis bourgeois, jamais campagne électorale n'a aussi peu intéressé les ouvriers. Et pour cause ! Avec l'approfondissement de la crise, les candidats à l'élection présidentielle n'ont aujourd'hui plus rien à proposer. Pas le moindre programme économique, pas la moindre promesse conséquente qui puisse allécher les ouvriers. La seule perspective économique, c'est évident, est celle des attaques redoublées contre toute la classe ouvrière. Le spectacle de ces querelles bourgeoises ne peut faire oublier la dure réalité des conditions de vie et de travail qui s'aggravent sans cesse pour les ouvriers. Aussi la bourgeoisie, pour soutenir sa campagne électorale, pour pousser l'intérêt vers elle en provoquant un brouillard, renchérit à travers toute une série de campagnes tel le pacifisme, le désarmement, les grévistes de la faim d'Action Directe, les campagnes "humanitaires" sur la répression dans les Territoires occupés par Israël etc... A cela s'est encore ajouté le suspens sur la candidature de Mitterrand qui n'avait d'autre fonction que de chercher à susciter un intérêt envers cette campagne. Mais toutes ces campagnes ont aussi pour but de chercher à détourner les ouvriers de leurs véritables préoccupations : jamais en pleine période électorale, la bourgeoisie n'avait déchaîné autant d'attaques anti-ouvrières (cf p.3). Et si, depuis un an, la classe ouvrière en France, après l'échec de

la grève à la SNCF, n'avait pas ou peu lutté, la situation actuelle montre clairement que cette période est finie, que les ouvriers ont tiré les leçons essentielles de la grève à la SNCF. Ainsi, c'est dans de multiples secteurs qu'ont éclaté ces dernières semaines toute une série de conflits, et en particulier dans la principale concentration industrielle -la région parisienne- : Chausson, SNEOMA, Houillères de Lorraine, mines de potasse d'Alsace, Renault-Cléon, marins de la Sealink et SNCF, grands magasins parisiens... Tous ces conflits manifestent la colère, la combativité grandissantes qui marquent la période. De plus, ils sont aussi clairement significatifs de la maturation existant dans les rangs ouvriers et des questions pratiques qui se posent dans les luttes pour s'opposer efficacement aux attaques : celles de l'extension des luttes aux autres secteurs et de leur prise en mains par les ouvriers eux-mêmes contre les manœuvres de sabotage syndical. Mais la bourgeoisie, elle aussi, a tiré les leçons de la grève à la SNCF, et ne se laissera plus surprendre comme elle l'a été l'année passée.

C'est pour cela que partout aujourd'hui on voit les syndicats, relayés par leur base "radicale" gauchiste, prendre immédiatement les devants afin de saboter les luttes de l'intérieur en collant, pour les dévoyer, aux besoins des ouvriers d'élargir leurs combats.

**LA GREVE A CHAUSSON** a été exemplaire à la fois de cette montée de la combativité ouverte et des tendances vers l'extension qui s'y exprimait et des manœuvres syndicales pour y faire face. La grève a démarré dans le secteur des presses le 12/2 à l'usine de Gennevilliers contre les bas salaires. Le mardi 16, ce sont 900 ouvriers sur les 2500 salariés qui se mettaient spontanément en grève dans l'ensemble de l'usine, grève que s'empressaient de "soutenir" CGT, CFTD et FO afin de ne pas être dépassés par le mouvement. Le jour-même, les grévistes exigeaient 1000 francs d'augmentation pour tous. Puis, le 19, ce sont les ouvriers de l'usine de Meudon qui partaient en grève, suite à une AG provoquée par l'arrivée d'une délégation d'ouvriers de Gennevilliers. Au cours de celle-ci, les ouvriers décidaient de rejoindre dans la lutte leurs camarades de Gennevilliers sur les mêmes revendications.

### FACE AUX TENTATIVES D'ELARGIR LE COMBAT...

La semaine suivante, à Gennevilliers, un comité d'organisation de la grève était constitué dans lequel étaient élus des délégués, mais également où étaient présents la CGT, la CFTD et FO et dans lequel se cachaient les gauchistes de LO et de la ICR. La création de ce comité montrait le besoin de prendre en main la lutte, et se donnait pour objectif l'extension du mouvement par-delà l'entreprise. Ainsi, des délégations étaient organisées pour aller à Renault-Flins, à Citroën-Aulnay, à la General Motors, à la Thomson. Le comité tirait un tract pour tenter d'élargir la lutte, de rompre l'isolement : "Les ouvriers de Chausson de Gennevilliers sont en grève depuis le vendredi 12 février pour leurs salaires. S'ils s'adressent à vous, aujourd'hui, c'est parce qu'ils pensent qu'il y a dans votre entreprise les mêmes problèmes." "Nous savons que nous ne sommes pas isolés; nous ne sommes pas les seuls à être mécontents de nos salaires et plus généralement de la situation faite à l'heure actuelle aux travailleurs".

(SUITE PAGE 3)

### MASSACRES EN IRAN-IRAK :

## LE CAPITALISME DANS TOUTE SON HORREUR

■ Cette guerre qui a sûrement déjà fait plus d'un million de morts vient-elle d'atteindre un nouveau sommet dans la barbarie ? Aujourd'hui il semble encore une fois que les limites de l'horreur aient été repoussées :

Plusieurs villages rasés dans le Kurdistan, une ville dévastée, et en un seul jour des milliers de cadavres gazés ; "ni sang, ni blessures, pas d'éclats non plus sur les corps inombrables d'hommes, de femmes, d'enfants..." comme on peut le lire dans la presse bourgeoise ou comme on a pu le voir sur les images télévisées.

Et cela alors que ce qu'on appelle "la guerre des villes" connaît un développement incroyable, que depuis début mars l'Irak a envoyé plus d'une centaine de missiles sur Téhéran, Qom ou Ispahan et que l'Iran "moins fourni" n'en a envoyé qu'une cinquantaine sur Bagdad, Bassorah ou Mossoul. Sans compter les raids aériens permanents et les bombardements

"classiques" sur les populations civiles de part et d'autre du front ou des milliers de soldats continuent à s'entretuer.

### LES RESPONSABLES DE CETTE BARBARIE ?

Bien évidemment les bourgeoisies sanguinaires des deux pays belligérants :  
-celle de Bagdad dont le gouvernement, fier de sa capacité de destruction, annonçait "des tirs triomphants atteignant avec précision leurs objectifs", après avoir envoyé, le 24 mars par exemple, 6 missiles sol-sol sur Téhéran "à la cadence d'un tir par minute, et dont le ministre de la défense a reconnu nécessaire "de recourir à tous les moyens pour défendre le territoire irakien";  
-celle de Téhéran qui, par la bouche de Khomeiny osait déclarer encore récemment que le peuple ira-

(SUITE PAGE 7)

### SOMMAIRE

FRANCE :	
-PCF : apôtre de la "paix"...sociale	p.2
-LO : rabatteur électoraliste	p.2
-candidature Mitterrand	p.2
-Attaques anti-ouvrières	p.3
MILIEU PROLETARIEN :	
-1er Congrès du G.P.I (Mexique)	p.4
-répression contre le G.P.I	p.5
-le délire sectaire du FOR	p.4
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE:	
-Grande-Bretagne	p.6
-Portugal	p.6
A BAS TOUS LES NATIONS	
-Palestine, Arménie, Liban du Nord	p.7

# P.C.F. : UN APOTRE DE LA PAIX ... SOCIALE ET DU DESARMEMENT ... DE LA CLASSE OUVRIERE

■ Originale, la partition que joue le PCF aujourd'hui dans le concert électoral ? Que non ! Mais, étroitement dictée par ses besoins et ceux de l'ensemble de la bourgeoisie, certes ! S'il prône "une politique nouvelle, rompant avec celle que tous les gouvernements ont appliquée depuis quinze ans", selon les termes de la plaquette définissant son "programme" actuel, ses propositions ne correspondent à aucun niveau à "un programme de gouvernement". Au contraire, elles sont destinées à l'ancrer plus profondément dans l'opposition et à renforcer son rôle du mieux possible dans cette opposition.

## CE QUE VAUT SA DEFENSE DES TRAVAILLEURS

C'est pourquoi ce qu'il cherche en priorité, c'est à faire oublier au maximum sa politique anti-ouvrière au gouvernement entre 1981 et 1984. Les ouvriers ne doivent pas être dupes et se rappeler que ce qu'il a fait alors, c'est l'opposé de ce qu'il prétend aujourd'hui. Il doit rester en mémoire que :

-celui qui propose aujourd'hui le SMIC à 6.000 francs est le même que celui qui voilà cinq ans votait le blocage des salaires ;

-celui qui prétend aujourd'hui prendre la défense des travailleurs précaires est celui qui a participé à la mise en place des TUC, avec Rigout comme secrétaire d'Etat à la formation professionnelle ;

-celui qui joue le champion de la défense de la Sécurité sociale et dénonce le sabotage de la protection sociale est le même qui a participé activement à instaurer, sous l'égide de Ralite, ministre de la Santé, le paiement des 100 francs par jour pour les séjournés en hôpital, de même que l'augmentation des cotisations sociales ;

-celui qui revendique le plus haut une plus juste répartition de l'impôt et crie sur tous les toits qu'il faut "faire payer les riches" est le même qui a voté l'aggravation des charges fiscales directes et indirectes sur tous les salariés ;

-celui qui s'élève tant aujourd'hui contre les licenciements est le même qui a participé à leur mise en oeuvre entre 1981 et 1984 dans la sidérurgie, l'automobile, les mines, la pétrochimie, les chantiers navals...

-celui qui entend "assurer la défense" des intérêts des fonctionnaires est le même qui, avec Anicet le Pors chargé de la Fonction publique, a imposé le blocage des salaires dans ce secteur et une baisse du niveau de vie de ces mêmes fonctionnaires ;

-c'est aussi le parti d'un Fiterman, ministre des Transports, qui organisait la chasse aux grévistes de la SNCF à la gare St. Lazare en 1983 alors qu'aujourd'hui ce parti prétend parler au nom des cheminots et qu'il ose se revendiquer de leurs luttes de l'hiver dernier.

En trois ans de participation du PCF au gouvernement, le nombre de chômeurs en France est passé de 1,8 millions à 2,5 millions et jamais une voix de député "communiste" n'a manqué pour appuyer la politique du gouvernement Mauroy. Les deux "plans Delors" qui ont constitué une aggravation sensible sur les conditions de vie de la classe ouvrière ont reçu l'approbation et le soutien de fait du PCF et même lors de la sortie du PCF du gouvernement à l'été 1984, Marchais avait le culot de "tirer un bilan globalement positif" de la politique gouvernementale.

Voilà ce que, sous la répugnante démagogie de sa campagne électorale actuelle, le PCF cherche à effacer des mémoires. Voilà ce que les ouvriers ne doivent pas oublier, face à l'image "combative", "intransigeante", "pour la lutte" et aux propositions "radicales", "près des travailleurs" qu'il affiche aujourd'hui pour tenter de retrouver un certain crédit.

Mais ce n'est pas seulement au niveau électoral que le PCF participe aux tentatives de dévoiement de la classe ouvrière, c'est plus largement à travers une participation active à toutes les campagnes mys-

tificatrices de la bourgeoisie.

## CE QUE SIGNIFIE SA PARTICIPATION A LA CAMPAGNE PACIFISTE

Le voici devenu un des porte-parole les plus remuants du "pacifisme" (sa "brochure-programme" déjà citée ne s'intitule-t-elle pas de façon significative "Justice, Liberté, Paix" ?). A quoi correspond cet élan pacifiste ou l'on voit le candidat Lajoinie, la main sur le coeur, dénoncer le surarmement de la France et jurer de son indéfectible "volonté d'agir pour la paix", alors que le PCF n'a jamais cessé d'être un fervent défenseur de l'engagement militaire du capital français ? Le PCF proclame "nous voulons la paix", "nous combattons pour la paix", alors qu'au gouvernement il a cautionné toutes les aventures militaristes de la France.

Ainsi, lorsqu'en été 83, la France intervint militairement au Tchad, le PCF n'avait rien à dire. C'est aussi alors que le PCF était au gouvernement que fut mise en service la politique de présence militaire intense au Liban et le PCF n'avait pas davantage à redire à cela. Le "pacifisme" du PCF n'a pas alors été du tout troublé par l'engagement de l'armée française en Méditerranée et au Moyen-Orient quand le gouvernement de gauche auquel il appartenait créait et mettait sur pied les "Forces d'Action Rapide" (FAR) dans le but évident de défendre les intérêts impérialistes de l'ensemble du bloc dans ces "zones de tension".

Plus généralement, c'est dès leur entrée en fonction en 1981 et jusqu'à leur départ en 1984 que les ministres PC ont appuyé la politique militaire française. De même qu'aucune voix de député du PC n'a manqué pour le vote des budgets militaires de la "France socialiste" pendant la même période.

## Mitterrand: pour un nouveau septennat d'austérité

■ Avec des coquetteries de jeune mariée, IL a dit OUI : IL se propose de remplir pour un nouveau "tontonnat". Mais cette fois-ci au moins les choses sont beaucoup plus claires qu'en 1981. Il n'a pas sur sa bannière inscrites 120 propositions sensées améliorer les conditions de vie des "populations laborieuses". Son programme, tel qu'il s'affiche sur les panneaux publicitaires et tel qu'il l'a résumé le soir de son OUI, c'est "la France Unie", pour la "paix sociale" et la "paix civile". L'unité de la France, c'est l'unité des exploités avec leurs exploités. La "paix sociale", c'est la paix pour les patrons et la soumission des ouvriers face aux licenciements, aux baisses de salaires, aux augmentations de cadences. La "paix civile", c'est la tranquillité pour cet Etat des bourgeois, des flics et des massacreurs. En roulant les mécaniques, Mitterrand II veut le préserver des appétits des "clans" et des "bandes" : comme si l'Etat pouvait appartenir à d'autres qu'au clan, à la bande des exploités : la classe capitaliste. Jamais élections n'auront montré aussi clairement leur vrai visage : une vaste farce uniquement destinée à duper les exploités. Jamais il n'aura été aussi évident que les élections ne peuvent absolument rien changer au sort de la classe ouvrière.

Ouvriers, si vous voulez élire sept ans d'austérité renforcée, de nouveaux licenciements massifs, de chômage en hausse, de salaires en baisse, votez Mitterrand, ou Chirac, ou Barre, ou Lajoinie, ou Arlette, ou Le Pen, ou Juquin ou abstenez-vous, peu importe, mais surtout, surtout, ne luttez pas, préservez la "paix sociale". Mais si vous n'acceptez pas la "paix" des patrons, si vous refusez la paix des cimetières, alors il n'y a pas d'autre voie que le combat de classe, l'élargissement, la prise en mains, l'unification, l'internationalisation de vos luttes.

FM

Ainsi, lors du vote du budget de l'année 1982, le PCF a souscrit comme un seul homme aux engagements du gouvernement en matière de "défense nationale". Et c'est même au nom de la "nécessité de combler les retards pris par les gouvernements précédents" en ce domaine, qu'il fut voté à ce moment-là une progression de 17,6% des dépenses militaires ! Cela permet, entre autres, une modernisation de l'équipement et du matériel "classique" ainsi que la construction du 7ème sous-marin nucléaire français... et le PCF n'avait pas alors le souci, comme il prétend l'avoir aujourd'hui, de diminuer les budgets militaires pour les réaffecter au compte de l'Education nationale : responsabilités gouvernementales obligent !

De la même façon, l'année suivante, c'est avec résolution et sans la moindre critique que le PCF vote la loi de programmation militaire d'Hernu qui cette fois, engage la politique militariste de l'Etat sur cinq ans et qui, progressivement échelonnée, aboutit à une augmentation considérable du budget de la défense nationale !

Dans cette même période, la relance tous azimuts des ventes d'armes à l'étranger -Inde, Irak, Argentine, pays d'Afrique...- n'offrait aux yeux du PCF que des avantages économiques et ne suscitait en lui aucune des "révoltes" qui semblent tant l'agiter aujourd'hui.

La présence du PCF sur le terrain pourri du pacifisme actuellement prend alors tout son sens. Il participe ainsi pleinement à une campagne orchestrée par toute la bourgeoisie pour minimiser ou carrément masquer la portée des menées guerrières et la fuite en avant dans l'intensification des préparatifs guerriers du capitalisme.

Il s'agit de fausser l'importance actuelle de cet enjeu aux yeux des ouvriers. Le terrain du pacifisme n'est qu'une arme de la bourgeoisie qui vise à anesthésier et à étouffer la prise de conscience des ouvriers que seule la mobilisation ouvrière massive sur son terrain de lutte de classe est capable de retenir la marche du capitalisme vers un nouveau conflit mondial.

Il n'y a pas de "paix" ni de "désarmement" possibles dans un monde capitaliste.

Alors qu'aujourd'hui précisément l'engagement du capitalisme dans l'engrenage guerrier s'intensifie (voir la présence massive du bloc US dans le Golfe), que les forces des deux blocs réorganisent leur redéploiement -notamment au niveau européen (cf. page 8)- la question de la guerre tend à entrer de plus en plus dans les préoccupations de la classe ouvrière. Le PCF prend les devants face à cette prise de conscience naissante pour pouvoir minimiser la gravité de la situation et finalement tenter de dévoyer les ouvriers sur le terrain de la bourgeoisie. Cela s'est illustré récemment lors de l'accord Reagan-Gorbachev sur les euromissiles (voir RI n°164), où le PCF saluait, aux côtés de la propagande officielle, la nouvelle avancée des préparatifs guerriers contenus derrière cet accord comme "un pas important vers le désarmement", n'hésitant pas à sur-encherir dans la voie de la mystification par sa campagne d'affichage : "Zéro euromissiles : une victoire qui en appelle d'autres".

Les ouvriers doivent aiguïser, renforcer, entretenir leur méfiance envers les appels aux marches, aux manifestations "pour la paix" qu'anime le PCF. Où cela peut-il les mener ? Les prolétaires doivent se souvenir que le PCF les a déjà entraînés dans la deuxième guerre mondiale et comment il l'a fait. Hier, c'était au nom de l'antifascisme, demain ce sera, le cas échéant, sous la bannière de la "défense de la paix" où il cherche déjà à les attirer, qu'il n'hésitera pas à les envoyer au massacre et à la boucherie mondiale.

Les diverses entreprises de séduction du PCF aujourd'hui engagent les ouvriers à renforcer la défiance à son égard. Si, à travers sa politique d'opposition sur le terrain électoral aux menées anti-ouvrières du gouvernement, le PCF essaie de faire oublier sa propre participation à la défense des intérêts du capital national, c'est pour tenter aujourd'hui de saboter ses luttes et l'entraîner demain sur le terrain de la défense de ce même capital national sur la scène impérialiste.

YP

## L.O., RABATTEUR ELECTORALISTE, CA SUFFIT !

■ Trop c'est trop à la fin : même de bourgeois manière trotskiste, il y a un degré d'ignominie dans le mensonge qu'il est impossible de laisser passer. Quoi ! LO, dans sa nouvelle campagne électorale, nous raconte qu'elle avait prévenu en 1981 les travailleurs contre Mitterrand ? Cette engeance gauchiste prend décidément les prolétaires pour des imbéciles. Comme si on ne se rappelait plus que les amis d'Arlette Laguiller, après avoir en effet critiqué Mitterrand, le PS et la gauche en général, aux premiers tours des élections de 1981, ont invité les ouvriers, aux seconds tours, à élire un président et une Assemblée "socialistes", en ajoutant avec insistance, qu'"aucun suffrage populaire ne devait manquer pour battre la droite".

"Le parti pris de la vérité", ainsi qualifient-ils leur campagne de 1988 sur les affiches murales au blason d'Arlette. Voyons. Dire : "L'expérience l'a assez montré : les gouvernements de droite et ceux de gauche ne se sont succédé ces dernières années que pour accentuer les uns après les autres, les attaques contre la classe ouvrière" (éditorial de "Lutte Ouvrière", 5 mars 1988), est une vérité que les ouvriers ne peuvent que connaître de toute façon, qui accuse particulièrement le PS. Apostropher : "Comme c'est bizarre, Marchais oublie complètement la période, qui a pourtant duré trois ans sur sept, où le PCF avait des ministres qui participaient à cette politique catastrophique (c'est-à-dire le blocage des salaires, les licenciements à Talbot et à Citroën, etc, NDLR) et où les critiques

du PCF étaient dites à voix si basse qu'elles ne s'entendaient pas" (ibid p.7), c'est faire justice contre la tentative du parti de Lajoinie, depuis 84, d'effacer la mémoire de ses exactions gouvernementales, et cela correspond encore à une vérité que les ouvriers n'ignorent pas non plus de toute manière. Tout cela est bien vrai en soi, mais LO se garde bien de préciser qu'elle est également à son niveau-complice des crimes de la gauche, puisqu'elle a concouru à l'envoyer au pouvoir.

LO avec sa campagne présidentielle de 1988 ne fait qu'illustrer la fonction bourgeoise spécifique qu'elle détient, plus encore que les autres groupes trotskistes : jouer les extrêmes rabatteurs électoralistes... Dans cet art-là, elle est passée maître. Ecoutons LO : "Cette élection, dit-elle toujours dans la parution du 5 mars de son journal, ne peut pas changer le sort de la classe ouvrière". C'est bien vrai, et d'ajouter, avec un emprunt (frauduleux) encore plus net à la parole révolutionnaire : "Aucune élection ne l'a jamais fait", pour terminer par : "Mais il y a tout de même pour les travailleurs un moyen (voter, bien entendu, pour Arlette Laguiller, la candidate travailleuse, NDLR) de se servir utilement de leur bulletin de vote, en montrant qu'ils ne sont plus dupes". On ne saurait être plus madré chien de garde de la "démocratie" bourgeoise et du capitalisme. Ce n'est pas Chirac ni Mitterrand, assurément, qui pourraient servir un tel boniment aux ouvriers. En clair, le message de LO signifie ceci : ouvriers qui avez compris que se

laisser détourner du terrain des luttes vers les urnes représente une victoire de la bourgeoisie, allez dire dans les isolements que vous ne laisserez plus la bourgeoisie détourner vos luttes par les élections. N'est-ce pas là du grand oeuvre capitaliste ? Plus perfide et retors, tu meurs !

Ouvriers, les gens de LO -et leurs collègues gauchistes (MPTT, ICR, UTCL, etc.)- sont de dangereux agents du capitalisme infiltrés dans vos rangs. Aujourd'hui s'ils donnent un tour volontiers antiparlementaire à leur discours électoral -jusqu'à faire dire à Arlette Laguiller que la "candidate populaire" s'abstiendrait de voter au second tour de la présidentielle, et presque de la façon anarchiste : droite et gauche, tous pourris !- c'est pour mieux vous réassujettir au joug dont vous tendez à vous émanciper. Leur mobilisation parlementariste participe aux efforts bourgeois pour temporiser, autant qu'il se peut encore faire avec de simples mystifications idéologiques, les affrontements de classe dont la perspective est inscrite dans la situation présente. LO complète sur le terrain idéologique le travail matériel qu'elle développe sur le sol ouvrier du côté syndical (dans "l'opposition syndicale" préfèrent dire aujourd'hui les gauchistes) pour saboter, comme elle l'a fait lors de la grève des cheminots en 1986, la dynamique spontanée de prise en mains de l'extension des luttes prolétariennes.

Ouvriers, écarter-vous de LO comme d'un ennemi de classe.

SM

## LA SEULE FORCE DES OUVRIERS : LA LUTTE DE CLASSE

(SUITE DE LA PAGE 1)

Contrairement à la SNCF l'an dernier, les AG quotidiennes étaient ouvertes à l'usine de Gennevilliers et aux ouvriers d'autres secteurs pouvaient y intervenir malgré les tentatives de filtrage opérées à l'entrée par les syndicats. Ainsi, le tract d'un "Comité pour l'extension des luttes" (1), tract soutenant la grève et appelant à l'envoi de délégations massives aux usines les plus proches, et les ouvriers qui le distribuaient étaient accueillis avec intérêt, suscitant des discussions et des questions.

## SYNDICATS ET GAUCHISTES SABOTENT L'EXTENSION DES LUTTES

C'est dès le début de la grève et tout au long de celle-ci que les syndicats et les gauchistes ont pesé de tout leur poids pour dévoyer et enrayer toute réelle extension. Tout d'abord par leur rôle au sein du comité d'organisation de la grève où ils ont cherché en permanence à détourner les questions qui se posaient dans les AG pour trouver la solidarité en dehors de l'usine, jouant au maximum sur le corporatisme dans l'entreprise, flattant basement la lutte "des Chausson" et "l'histoire de leurs luttes de 75 et 83", l'opposant autant que possible à d'autres secteurs moins combattifs, et focalisant par ailleurs sur le faux problème de l'unité syndicale dont les gauchistes se "réjouissaient" : "je me réjouis que les trois organisations syndicales ouvrières (!) soient réunies dans l'action. Car c'est mauvais pour la classe ouvrière quand elle est divisée", disait un délégué OGT de la LCR. Ainsi, c'est par un travail pernicieux constant dans les AG que les syndicats et les gauchistes essayaient de noyer, disperser les questions et affaiblir la dynamique vers l'extension. Extension qu'ils tentaient de détourner de son contenu, la transformant en "popularisation du mouvement" en "information des travailleurs des usines" comme les gauchistes de LO.

Et c'est surtout dans leur participation pratique à l'extension qu'on a pu voir les syndicats à l'œuvre. Ainsi, sous la poussée ouvrière, ils "soutenaient" l'envoi de délégations mais uniquement dans le secteur automobile, jouant sur un certain corporatisme existant, se proposant d'organiser leurs départs par des cars qu'ils se chargeaient d'affréter. Mais lorsque ces cars arrivaient, il

était trop tard, ou bien ils ne partaient pas, comme l'autobus bondé qui devait aller à Flins... et qui n'est jamais parti. Ou bien, lorsque les délégations partaient, elles étaient composées uniquement de délégués syndicaux, provoquant la méfiance chez les ouvriers des usines "visitées". Ou bien encore, lorsqu'une délégation massive d'ouvriers est partie à Citroën-Aulnay, elle n'a pas vu un seul ouvrier, seulement des bonzes syndicaux qui avaient préparé le terrain pour que les ouvriers ne se rencontrent pas.

Pendant qu'ils dévoyaient et brisaient les tentatives d'extension, les syndicats jouaient le pourrissement de la grève, comptant sur l'épuisement de négociations sans fin et d'actions avortées, sur la démoralisation que ne pouvait que provoquer l'incapacité des ouvriers à réaliser l'extension.

Mais ils ne se sont pas contentés de travailler à briser la grève et sa dynamique ; alors que celle-ci s'éteignait, et que les ouvriers se posaient la question de la reprise du travail, les syndicats ont fait en sorte que les ouvriers ne reprennent pas en ordre et unis, avec la conscience claire que si le mouvement avait échoué c'est parce qu'ils n'étaient pas parvenus à établir un rapport de forces en leur faveur.

Ainsi à l'AG du lundi 22/3, les syndicats cherchaient à approfondir la démoralisation, voire la culpabilisation des ouvriers voulant reprendre le travail, en appelant à continuer le mouvement dans une grève "dure". En définitive les ouvriers reprenaient le travail isolés, épuisés, n'ayant obtenu que 93 F sur les 1000 exigés et perdu un mois de salaire, sans pouvoir tirer ensemble les leçons de ce qu'ils viennent de faire.

Aujourd'hui, ce sont les ouvriers de la SNEOMA qui sont en grève, pour 1500 F d'augmentation, à Gennevilliers même, et les syndicats ont fait tout leur possible, alors que le mécontentement grondait dans ce secteur depuis plusieurs jours, pour empêcher que la grève n'y démarre avant d'avoir isolé et épuisé les ouvriers de Chausson qui sont restés en grève pendant 5 semaines.

Quant à LO, elle appelle à étendre la grève d'abord aux autres secteurs de l'usine, mais aussi à d'autres travailleurs en commençant par ceux des

autres usines du groupe". Alors que la seule voie est d'étendre la lutte aux secteurs les plus proches géographiquement et de s'unir avec eux dans une même lutte, LO appelle à élargir et à étendre... dans le secteur, en fait d'y enfermer les ouvriers.

## LA PRISE EN MAIN DES LUTTES : UNE NECESSITE VITALE POUR LEUR EXTENSION

Laisser l'extension aux mains des syndicats, c'est se livrer pieds et poings liés à leurs manœuvres de sabotage ; les ouvriers ne doivent pas se laisser piéger par l'aide que se proposent de leur offrir les syndicats : les moyens matériels qu'ils "mettent à la disposition des ouvriers" sont autant de moyens pour empêcher la véritable extension des luttes.

Les ouvriers doivent savoir reconnaître ceux qui sont pour l'extension en paroles, et contre dans les faits, ils doivent les rejeter sans aucune illusion et développer leurs propres armes de classe pour assurer eux-mêmes l'extension. Pour cela, il leur faut :

- rentrer massivement en lutte sur la base de revendications communes ;
- envoyer des délégations massives aux entreprises les plus proches, quel que soit le secteur ;
- former des assemblées générales souveraines, communes aux usines en lutte, et des comités de grève réellement élus et révocables par ces assemblées générales.

Aujourd'hui l'amertume de la défaite de l'an passé à la SNCF est passée et la classe ouvrière en a tiré des leçons. En particulier celle que ce n'est pas en se repliant dans le corporatisme qu'on est fort, mais que c'est tout le contraire, en ouvrant au maximum la lutte, en cherchant à y impliquer le plus d'ouvriers possible. Elle doit pousser ces leçons et ne pas se laisser bernier par ceux qui cherchent à endormir sa méfiance, à prendre en mains et l'aider "généreusement". Elle ne peut compter que sur ses propres forces pour développer ses luttes plus avant et s'opposer aux attaques de la bourgeoisie.

PPR  
27/03/88

## DROITE-GAUCHE, UN SEUL PROGRAMME

## PRESSURER ENCORE PLUS TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

■ De mémoire ouvrière en France depuis plus de 40 ans, il n'y avait pas eu de précédents : subir un tel déferlement d'attaques en pleine période électorale.

Jusqu'ici, surtout pour des élections présidentielles, la période électorale, outre une débâcle de promesses "sociales" de la part des candidats (rappelons-nous de l'époque du "Programme Commun") représentait, sinon un vrai "répit" pour les ouvriers, du moins un ralentissement pour la bourgeoisie dans la mise en œuvre des programmes et des plans d'austérité ou de rigueur par le gouvernement. Non seulement il n'en est plus question aujourd'hui (et quel candidat "sérieux" en posture de gagner la course à la présidence, se hasarderait désormais à avancer la moindre promesse incohérente "d'amélioration sociale"?), mais la bourgeoisie profite du tapage et du spectacle de diversion de la campagne électorale, pour lancer au contraire en douce, le plus discrètement possible, de nouvelles attaques d'envergure.

## ACCELERATION DES LICENCIEMENTS

Ce sont des coupes claires qui interviennent dans un secteur clé en France, l'automobile. Le groupe Peugeot annonce, à la mi-février, 4271 nouvelles suppressions d'emplois d'ici fin 88 (3112 à Automobiles Peugeot et 1159 à Talbot-Poissy), soit une attaque tout aussi considérable que celles de 83 chez Talbot et de 84 chez Citroën réunies.

Depuis lors, les licenciements n'ont fait que se succéder dans l'automobile et connaissent aujourd'hui une très forte accélération. Il en est ainsi de la fermeture le 29 février de l'usine Citroën de Levallois, liée à la production des 2CV avec le licenciement de ses 630 ouvriers restants.

Le 17 février, la direction de la Régie annonçait la suppression de 1220 postes de travail à l'usine de Renault-Flins en 1988. Quelques jours plus tard, c'était à Renault-Cléon que la décision de 150 à 220 licenciements était confirmée, et légalisée par les Tribunaux. Depuis le début de l'année, 650 licenciements ont été annoncés pour RVI. Derrière tout cela, se profile également la fermeture

de l'usine de Billancourt.

Dans d'autres secteurs importants de l'économie française, les mêmes annonces de licenciements pleuvent : 1400 suppressions d'emplois prévues en 1988 chez Thomson, touchant surtout les usines de Gennevilliers et de Laval, annonce dans le groupe Philips d'un plan de réduction d'effectifs à l'échelle européenne avec le licenciement de 20 000 à 30 000 ouvriers d'ici mi-1989, projet de suppression de 1300 emplois chez Bull et de 2000 dans le groupe Alstom. Même l'aviation militaire n'échappe pas à cette coupe en règle : 1261 licenciements prochains chez Dassault-Breguet.

Derrière ces entreprises phares, c'est simultanément tout le tissu géographique et industriel qui est touché de plus belle : partout d'autres nouveaux licenciements continuent à tomber à vitesse accélérée. Sans compter que 5000 suppressions d'emplois sont aussi "en attente" dans le secteur bancaire... jusqu'au lendemain des élections et que le silence a été fait sur les nouvelles vagues de suppressions d'emplois dans toute la fonction publique et le secteur public.

## ATTACHE CONTRE LE SMIC ET TOUS LES SALAIRES

Dans la foulée, le patronat annonce un projet "d'annualisation du SMIC". Il s'agit de supprimer la clause actuelle qui prévoit un "rattrapage" automatique du salaire minimum dès que la hausse officielle des prix dépasse 2% et d'y substituer une augmentation fixée "en fonction de l'évolution des conditions économiques et des revenus", une fois l'an, au 1er juillet. De plus, cette mesure, en prévoyant l'intégration du 13ème mois et des primes dans le salaire minimum annuel, revient à amplifier la diminution du pouvoir d'achat des "smicards" de 8 à 12% supplémentaires. Ce nouvel alignement du SMIC sur "l'évolution moyenne des salaires" en un an et non plus sur la hausse du coût de la vie, représente une attaque d'autant plus dure qu'en matière de salaires, les "négociations" ouvertes aujourd'hui donnent une idée assez précise de ce qui attend les ouvriers : le 1% accordé royalement aux fonction-

naires, un maximum de 1,5% proposé par les banques, les 2% annoncés pour les entreprises les plus "remuantes" du service public (SNCF, RATP, EGF, Charbonnages...).

Le ministre d'Etat Balladur a beau déclarer : "Mieux vaut 0,5% de pouvoir d'achat en plus qu'une crise sociale", ces propos ne sont que des fadaises et cette poudre aux yeux avec laquelle les ouvriers sont pris pour des imbéciles ne saurait faire illusion : non seulement il n'y a pas de rattrapage (et encore moins de gain!) du pouvoir d'achat là-dedans alors que le taux d'inflation "officiel" a été entre 2,5 et 3% sur un an, mais cela signifie pour le reste de l'année un blocage des salaires qui va se solder par une chute considérable de ce pouvoir d'achat en regard de la situation qui s'annonce dans les mois à venir.

De même, la mise en application de la nouvelle convention d'assurance-chômage ratifiée en catimini fin février par les syndicats et qui signifie une misère accrue pour tous les ouvriers réduits au chômage (voir RI n°165), va faire sentir tous ses effets dans les mois qui viennent.

Ainsi, à tous les niveaux, la classe ouvrière ne peut s'attendre, au lendemain des élections, et pour la période qui vient, qu'à une misère et une surexploitation accrues. Il s'agit dès aujourd'hui d'une évolution importante dans la crise, lourde de conséquences pour tous les ouvriers. Ce qui est en jeu désormais, c'est une dégradation générale de leurs conditions de vie et de travail, ressentie à un niveau fondamental et quotidien. Se nourrir, se loger, se vêtir, se soigner, vont devenir des problèmes de plus en plus difficiles. Pas d'illusions ! Voilà le seul programme que peut appliquer la bourgeoisie, et cela quel que soit le parti qui sorte vainqueur des élections.

Y.D.

## A NOS LECTEURS

Nous saluons la parution du livre "Mai 68 et la question de la révolution", signé P.Hempel.

Alors que vingt ans après mai 68, la bourgeoisie s'apprête à célébrer à sa manière et à dénaturer ces événements en les présentant notamment comme la révolte d'une jeunesse estudiantine rejetant "la société de consommation", ce livre fait clairement ressortir ce qu'a été mai 68 en réalité : la plus grande grève de l'histoire et ce qu'elle représente : la première expression du ressurgissement des luttes prolétariennes qui n'ont cessé de se développer depuis vingt ans à l'échelle internationale.

Riche d'enseignements, ce livre résolument militant fait en particulier le lien -et ce n'est pas son moindre intérêt- entre ce ressurgissement de la classe ouvrière qui marque la fin d'une longue période de contre-révolution et celui de ses organisations révolutionnaires.

Nous en recommandons vivement la lecture à tous nos abonnés et contacts. Le livre est directement disponible sur demande en écrivant à notre boîte postale au prix de 70F (60F + 10F de port).

## LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine.  
BREST : "Graphitis" place St Louis.  
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore" 3, rue de l'Ente,  
DUNKERQUE : "Maison de la Presse" 34, rue Poincaré.  
LILLE : "Galerie" 57, rue de Béthune  
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien Gryphe (Lyon 7e)  
MELUN : "La Porte ouverte", 19, Général-de-Gaulle.  
MONTAUBAN : "Maison de la Presse", rue de la République.  
METZ : "Librairie Géronimo" 31, rue du Pont des Morts.  
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université.

MONTRouGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux.  
NANTES : "Le Bateau Livre", rue Jean-Jaures.  
NICE : "Le Temps de Vivre", 50, boulevard de la Madeleine.  
ORLÉANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance.  
PARIS :  
- "L'Herbe Rouge" lbis, rue d'Alésia (75015)  
- "Parallèles" 47, rue St Honoré (75008)  
PAU : "L'Étincelle", 41, rue Maréchal Joffre.  
TOULOUSE :  
- "Toulouse Presse", 60, rue Bayard ;  
- "FNAC", lbis, place Occitane ;  
- "Centre Commercial Reynerie"  
- "Les Arcades", place du Capitole.

# SALUT AU PREMIER CONGRES DU G.P.I.

Dernièrement, s'est tenu le 1<sup>o</sup> congrès du "Grupo Proletario Internacionalista" qui en rend compte dans le n°3 de sa publication REVOLUCION MUNDIAL (1). Cela signifie maintenant l'existence au Mexique d'une présence politique communiste. Pour le prolétariat du pays, pour le prolétariat de tout le continent américain, elle va jouer un grand rôle. Et de manière immédiate, elle constitue une grande aide, un afflux de sang neuf et d'énergie militante pour les rares groupes révolutionnaires présents sur le continent américain.

## LA SITUATION ET LE ROLE DU PROLETARIAT AU MEXIQUE.

D'immenses tâches et d'immenses responsabilités attendent le GPI.

Car c'est dans une situation économique déjà catastrophique, à l'image de celle de tous les pays latino-américains, que le capital mexicain endetté se voit frappé de plein fouet par l'accélération de la crise mondiale. La restriction des importations des USA va avoir des conséquences terribles sur l'économie du pays dont le principal débouché extérieur est le marché US et dont l'inflation atteint 150% (2).

Inutile de s'étendre ici sur l'accélération brutale du développement de la misère que va vivre l'ensemble de la population. Pour les ouvriers ayant encore un travail: c'est des salaires encore plus bas (80 \$ US mensuels), l'annonce de licenciements en masse et d'une augmentation gigantesque du chômage déjà énorme.

Du point de vue de la bourgeoisie, c'est la menace assurée d'une grande instabilité sociale. C'est la menace de grandes explosions populaires dans la plus grande ville du monde -Mexico 18 millions d'habitants-. à partir des immenses et innombrables "bidonvilles". C'est aussi la menace de mouvements de révolte dans les campagnes.

Du point de vue du prolétariat, c'est l'espoir de grands mouvements de luttes ouvrières seuls capables de présenter une perspective immédiate de lutte contre la misère et la faim; seuls capables d'offrir une perspective révolutionnaire à l'ensemble de la population, et en particulier à toutes ces couches de sans-travail, miséreux et affamés.

Pour la future généralisation internationale des luttes ouvrières, pour la future extension du processus révolutionnaire sur tout le continent, le prolétariat au Mexique a un rôle crucial. Avec le Brésil et l'Argentine, il constitue la principale concentration ouvrière d'Amérique Latine. Malgré des faiblesses propres aux pays de la périphérie du capitalisme, il détient une certaine expérience politique et de lutte face à un Etat "démocratique" stable depuis 60 ans et face à un syndicalisme puissant.

En outre, et c'est là une de ses principales caractéristiques, il se trouve dans un pays qui a une frontière commune avec la première puissance capitaliste du monde. Une grande partie du prolétariat mexicain travaille dans des compagnies et des usines américaines situées juste en deçà du Rio Grande. Il a un rôle de tout premier plan vis-à-vis du prolétariat US par la frontière qui "unit" les deux pays, par les liens économiques, par les relations familiales nombreuses avec les ouvriers du nord, par l'émigration permanente de millions de travailleurs et par l'usage important de la langue espagnole parmi les ouvriers aux USA.

En développant ses luttes, le prolétariat au Mexique va "interpeller" les ouvriers aux USA, leur rappeler leurs propres responsabilités historiques. Cela va être un facteur important de développement de la conscience de classe parmi les ouvriers nord-américains eux-aussi frappés par la crise.

Déjà le prolétariat mexicain, lui aussi, s'est inscrit dans le développement, lent mais réel et profond, des luttes ouvrières actuelles de

résistance au niveau international. Déjà l'an dernier, de multiples grèves et manifestations ouvrières se sont déroulées -électricité, automobile, hopitaux- (3). Aujourd'hui, suite à la dévaluation du peso de 50% fin 87 et au "pacte de solidarité économique" signé par le syndicat, les patrons et le gouvernement -fermeture d'entreprises, licenciements dans le secteur public, augmentation des prix de produits de base de 100%, augmentation salariales de... 20%!- le mécontentement ouvrier n'a pas tardé à s'exprimer dans des luttes (4).

C'est dans cette situation que se forme un groupe communiste au Mexique. Mais laissons le GPI lui-même se présenter:

## "LA CONSTITUTION DU GPI.

La naissance d'un groupe révolutionnaire n'est pas un fait circonstanciel. Il traduit la réalité actuelle de la lutte de la classe ouvrière mondiale. C'est la confirmation des potentialités révolutionnaires de la situation présente: une classe ouvrière qui n'est pas démoralisée, ni soumise, qui n'accepte pas les attaques du capital en crise; mais au contraire, qui résiste aux attaques en tendant à développer face à la barbarie croissante sa propre perspective révolutionnaire. Une classe ouvrière qui au travers de ses minorités révolutionnaires disséminées dans le monde -particulièrement présentes en Europe occidentale- prépare les bases organiques et politiques pour la construction de son instrument politique indispensable pour la victoire de sa révolution communiste: le parti communiste mondial.

C'est dans cette situation historique et sous l'influence de ces minorités révolutionnaires -principalement le Courant Communiste International- qu'a eu lieu la constitution définitive dans ce congrès de notre groupe."

## LES POSITIONS POLITIQUES DU GPI.

"Mais en outre la constitution d'un groupe révolutionnaire doit se faire sur des bases programmatiques et organisationnelles solides. (...) Ainsi notre 1<sup>o</sup> congrès a ratifié les "Principes Politiques" déjà publiés dans REVOLUCION MUNDIAL n°s 1 et 2 (5) comme base de regroupement et d'activité du GPI. En outre, il a décidé de rendre explicite, comme un principe, la position du groupe sur la question de la violence minoritaire: le terrorisme et la guérilla comme méthode de lutte et idéologie étrangère à la classe ouvrière et de tradition néfaste dans le pays tout comme dans toute l'Amérique latine; question à laquelle nous avons dédié un article de dénonciation dans le n°2 de REVOLUCION MUNDIAL (6)."

"Cependant, les principes politiques et de fonctionnement organisationnels dans la vie d'un groupe révolutionnaire n'auraient pas de raison d'être si ces questions n'étaient pas accompagnées d'une ferme volonté militante qui se concrétise dans une activité systématique et permanente dans la lutte ouvrière."

C'est dans ce sens que le congrès a adopté pour l'activité du groupe "une résolution basée sur l'analyse de la situation internationale, et dans le pays, du cours de la lutte des classes":

- publier régulièrement la revue REVOLUCION MUNDIAL.
- intervenir dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière;
- intervenir au sein des organes de lutte dont se dote la classe ouvrière;
- tenir des "réunions publiques";
- intervenir systématiquement dans le milieu communiste international. Le GPI reconnaît "l'existence de ce milieu et se sent partie active de celui-ci":

"Dans ce cadre, notre premier devoir a été de réaffirmer que, le fait que nous partageons fondamentalement les mêmes positions politiques que le

CCI tient, bien sûr, au travail d'intervention international de ces camarades. Mais aussi, nous reconnaissons que, vu le niveau de définition politique auquel nous sommes arrivés, nous ne sommes pas prêts, pour notre part, à une adhésion organique avec cette organisation. Pour cela et si cette perspective doit se concrétiser, sont nécessaires une connaissance plus profonde et une prise de position -qui complète et précise notre définition politique- face aux autres organisations et groupes révolutionnaires de l'actuel milieu communiste."

Fruit des circonstances, du surgissement d'éléments révolutionnaires isolés et d'un milieu révolutionnaire naissant, l'existence de deux groupes, le GPI et le COLECTIVO COMUNISTA ALPTRAUM (7) partageant les mêmes positions politiques, ne pourra se prolonger longtemps sans devenir une entrave au regroupement des révolutionnaires dans ce pays. C'est pour cela que le congrès a adopté la résolution suivante quant à son intervention envers le CCA:

"Le groupe doit continuer avec son attitude fraternelle et ouverte à la discussion et à la confrontation politique, dans la perspective de créer, de rendre possible, une seule présence politique du prolétariat dans le pays".

## LES PERSPECTIVES POUR LE GPI.

Laissons encore une fois la parole aux camarades du GPI:

"Avec l'esprit qui l'a animé, avec ses débats et ses résolutions, notre premier congrès exprime bien l'ambiance qui traverse l'ensemble de la classe ouvrière mondiale: son effort de recherche de la voie pour mettre fin à la barbarie croissante dans laquelle le capitalisme plonge l'humanité. Son résultat principal a été de poser les bases pour une véritable présence politique du prolétariat dans le pays. La consolidation sera maintenant une dure bataille à livrer par tout le milieu révolutionnaire. Les militants du GPI mettront tout leur effort pour que cette tâche se réalise au travers de la concrétisation des perspectives générales suivantes que s'est donné le congrès:

- continuer la tâche de réappropriation des acquis théoriques et politiques de la lutte historique de la classe ouvrière mondiale (...);
- approfondir les relations politiques et l'activité en commun avec le Courant Communiste International;
- intervenir avec décision dans les différentes expressions de lutte et de vie politique ouvrières dans le pays".

Longue vie au GPI! Longue vie à REVOLUCION MUNDIAL!

Pour R.I., R.L.

- 
- 1- Pour tout abonnement et contact avec le GPI, s'adresser à notre Boîte Postale.
  - 2- cf. "Le Monde": "Bilan économique et social 1987"
  - 3- cf. le communiqué du Collectif Communiste Alptraum dans notre Revue Internationale n°50, juillet 1987.
  - 4- cf. tract du GPI dans RI 165.
  - 5- Pratiquement les mêmes positions que celles que défend le CCI et que nous publions au dos de toutes nos revues et de nos journaux.
  - 6- cf. le communiqué du GPI publié dans ce n° de RI en page 5. Cf. aussi notre Revue Internationale n°53 à paraître prochainement où nous dénonçons l'agression subie par nos camarades suite à cet article.
  - 7- Sur ce groupe et ses positions, cf. la Revue Internationale n°40, 44, 50 ainsi que la critique qu'en fait le GPI dans le n°52 de cette même publication.

## LE SECTARISME DELIRANT DU F.O.R.

Dans le n°37-38 d'"Alarme" (1) (juillet-décembre 87) le "Ferment Ouvrier Révolutionnaire" (FOR) apostrophe notre organisation et déverse sur elle des tombereaux d'insultes totalement gratuites fournissant ainsi une illustration frappante de ce que ne doivent pas être les relations entre groupes communistes. Pour que nos lecteurs puissent s'en faire une idée par eux-mêmes nous reproduisons ici la "lettre ouverte" du FOR accompagnée de notre propre réponse.

EH, CEUX DU CCI !

Ils nous forcent à les traiter par interjection et ricanement, vu qu'un grain de folie les fait délirer contre nous.

C'est du délire, et presque du delirium tremens. Ils viennent de prononcer à notre rencontre une sentence de mort politique, par implosion inexorable un de ces jours. Vite, jetons-leur un tonneau d'eau froide à la tête: dégonflez votre joie si proche de la rage, mauvais augures du CCI, car si fâcheux que cela soit pour vous, vous devrez bien avaler la couleuvre de notre existence jusqu'à la fin, qui ne sera pas la nôtre. Ce qui est erroné et incohérent disparaît plus ou moins rapidement; c'est votre cas, à l'opposé du nôtre. Pour notre part, nous pourrions mourir foudroyés tous ensemble que nos textes théoriques serviraient toujours à la formation de jeunes révolutionnaires. Les vôtres, sortes de moulins à paroles à dormir debout, désorientent à tout point de vue et ne peuvent retenir que des dilettantes au

radicalisme verbeux et satisfaits de l'être. Que ceux qui veulent voir les choses en face comparent les textes respectifs point par point.

Une différence importante pour le moment joue contre le FOR. Chacun de nous peut retourner ses poches, il n'en sort que de la poussière, tandis que vous, CCI, vous êtes des capitalistes par comparaison. Et ce qui vous anime contre nous, c'est l'arrogance du nouveau riche. Cela a été l'une des bases de votre agrandissement; l'autre, est celle du borgne au pays des aveugles. Mais avec le temps, les aveugles finiront par ouvrir les yeux et verront mieux que les borgnes.

FOR

## NOTRE REPONSE

Chers camarades,

Puisque dans le dernier numéro d'"Alarme" vous consentez à vous adresser à notre organisation sous la forme d'une lettre ouverte, permettez-nous de vous répondre de la même façon.

En préliminaire de notre réponse nous vous demandons de vous souvenir de l'histoire de la paille et la poutre: si, en fonction de vos critères, nous sommes sujets à des troubles mentaux proches de la "rage" et du "delirium tremens" que pouvez-vous dire, avec ces mêmes critères, de votre propre état mental lorsque vous avez rédigé votre texte? Le vocabulaire de la psychiatrie ne serait probablement pas assez riche pour le décrire. D'ailleurs, le trouble qui affectait votre jugement au moment de la rédaction de votre lettre semble se manifester par

le fait que vous avez tout simplement oublié de signaler dans quelle publication nous ferions étalage de tant de hargne à l'égard du FOR. Nous supposons donc qu'il s'agit de la "Revue Internationale" n°52 et de l'article intitulé "Ou va le FOR". Dans ce texte, nous traitions effectivement des menaces qui pèsent sur le destin du FOR, mais en des termes qui n'ont rien à voir avec ceux que suggère votre lettre. Jugez-en:

"Le FOR est à la croisée des chemins. Ou bien il restera une secte sans avenir amenée à mourir de sa belle mort, ou bien il se décomposera en morceaux attirés vers les courants trotskystes, anarchistes et conseillistes, ou bien il s'orientera résolument vers la Gauche Communiste. En tant que secte hybride, mariant la carpe et le lapin, dédaignant la réalité présente, le FOR n'est pas un groupe viable... Le milieu révolutionnaire prolétarien a tout à gagner à ce que des éléments révolutionnaires, comme ceux du FOR, ne se perdent pas et s'unissent aux forces révolutionnaires existantes, celles de la Gauche Communiste."

Sincèrement camarades, votre existence, comme vous pouvez le lire, n'est pas pour nous une "couleuvre à avaler". Là non plus il ne faut pas renverser les rôles. C'est vrai que, pour votre part, vous avez toujours mal supporté l'apparition et le développement de notre organisation. En témoignage, parmi beaucoup d'autres exemples, votre refus de participer à nos réunions publiques et le fait qu'un de vos principaux moyens d'intervention dans le milieu politique soit constitué par le texte intitulé "La fausse trajectoire de Révolution Internationale" et dont le seul rôle est de dénigrer gratuitement notre organisation. Ce document, spécialement rédigé pour la 2<sup>ème</sup> conférence des groupes de la Gauche

(SUITE PAGE 6)



## LECONS DES LUTTES EN GRANDE BRETAGNE

## PRENDRE EN MAINS LES LUTTES POUR LES UNIFIER

■ Dans notre précédent numéro, nous avons accordé une place importante aux luttes ouvrières massives qui viennent de secouer la Grande-Bretagne (voir RI 166). Que ce mouvement soit aujourd'hui retombé n'enlève rien à son importance. Nous voulons revenir ici sur les leçons essentielles qui s'en dégagent, parce qu'il a constitué, tant du point de vue de la classe ouvrière en Grande-Bretagne même, que du point de vue de l'ensemble de la vague internationale de luttes dans laquelle est engagée la classe ouvrière depuis près de 5 ans, un pas en avant significatif et une expérience riche d'enseignements pour les combats futurs.

Eclatant au lendemain même de la mobilisation massive des ouvriers d'Allemagne de l'Ouest en décembre dernier (voir RI n°165), succédant aux importants combats ouvriers du printemps 87 en Espagne et aux luttes qui ont agité l'Italie tout au long de l'année dernière, le récent mouvement de luttes des ouvriers en Grande-Bretagne vient confirmer l'ampleur et la profondeur de la montée internationale des combats de classe et démontrer que partout la classe ouvrière est engagée dans la même bataille pour opposer aux attaques incessantes, toujours plus massives et brutales du capitalisme en crise, un front de luttes massif et unifié.

## POURQUOI UN PAS EN AVANT ?

Le mouvement de janvier-février 88 en Grande-Bretagne a confirmé avec plus de force que jamais ce qui constitue les forces essentielles de la vague internationale de combats de classe débutée en septembre 83.

En effet sa première force réside dans le caractère à la fois massif et simultané de la mobilisation ouvrière qui va extrêmement rapidement se propager d'un secteur à l'autre et ce d'une manière jamais vue dans ce pays depuis le grand mouvement de l'hiver 78-79 : parti de la grève spontanée des infirmières de Manchester, non seulement le mouvement s'étend en quelques jours à tout le secteur de la santé mais il va rapidement entraîner parmi les secteurs les plus importants, celui des mines, les marins, les enseignants et surtout le puissant et décisif secteur automobile, avec en particulier les 30.000 ouvriers de Ford, tandis qu'une multitude de grèves surgissent dans d'autres secteurs encore.

Cet aspect de simultanéité et d'élargissement du combat à un nombre de plus en plus grand d'ouvriers, incluant de plus en plus de secteurs n'a pas seulement confirmé une tendance générale des combats ouvriers aujourd'hui. Elle prend aujourd'hui une signification d'autant plus grande qu'elle a entraîné en même temps dans la lutte tant le secteur public que les grandes concentrations industrielles du secteur privé et que partout c'est pour faire face aux mêmes attaques que les ouvriers sont entrés dans la bataille: en particulier le rejet des accords sur les salaires, où dans tous les secteurs patronat, gouvernement et syndicats cherchaient à imposer des augmentations misérables au regard du coût réel de la vie. En cela la lutte en Grande-Bretagne a montré que face à l'accélération brutale de la crise qui

contraint la bourgeoisie à attaquer encore plus fort les conditions de vie ouvrière dans tous les secteurs simultanément, la classe ouvrière aujourd'hui n'a d'autre choix que d'entrer en lutte le plus massivement possible.

Dans ce contexte, le besoin de rechercher les moyens, non seulement de lutter en même temps, mais de lutter ensemble, la volonté de rompre l'isolement, le cloisonnement des luttes par usine, par secteur, par corporation, qui avaient été la faiblesse essentielle des précédentes luttes d'ampleur en Grande-Bretagne et qui avaient conditionné leurs défaites, a été un trait très important du mouvement de janvier-février 88. C'est ce qu'ont montré les actions de solidarité active qui se sont exprimées au cours du mouvement : ainsi des initiatives prises par un groupe d'infirmières pour aller chercher la solidarité des mineurs et pour les appeler à se joindre à leurs manifestations et assemblées, ou encore la grève de soutien aux revendications des infirmières votée dans une assemblée générale d'ouvriers de Vauxhall.

Ce faisant la classe ouvrière en Grande-Bretagne a montré sa capacité à surmonter une des principales faiblesses des précédentes luttes qui s'y sont déroulées ces dernières années : celle de l'enfermement corporatiste dans des grèves longues et isolées comme celles des mineurs en 84 ou des imprimeurs en 87.

Une autre force du mouvement a été le caractère spontané de la mobilisation, débordant et surprenant les syndicats, voire le rejet ouvert des consignes et propositions syndicales. Ceci dans un pays où le poids de l'encadrement syndical officiel est particulièrement fort. Ainsi même si ces tendances apparaissent encore comme timides, elles montrent que c'est dans tous les pays, y compris ceux où la bourgeoisie dispose d'un appareil d'encadrement fort et bien implanté, que les ouvriers ressentent de plus en plus le besoin de ne plus faire confiance aux syndicats et de ne compter que sur leurs propres forces pour engager et mener la lutte.

POUR ETRE UNIS DANS LA LUTTE  
NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES FORCES

Pourtant le mouvement en Grande-Bretagne, malgré les énormes potentialités d'unification qu'il contenait, a échoué à faire converger les différents foyers de lutte en un seul front uni et donc à imposer un rapport de forces capable de faire reculer efficacement la bourgeoisie. De ce fait les différents secteurs en lutte se sont essouffés les uns après les autres et ont dû reprendre le travail sans avoir la plupart du temps rien obtenu.

En effet, malgré la multiplication des grèves, malgré le grand nombre d'ouvriers en lutte, malgré la simultanéité des explosions de colère ouvrière, malgré la force d'entraînement et l'exemple donné d'abord par la lutte des infirmières, puis par l'entrée en lutte des milliers d'ouvriers de Ford, et malgré la méfiance vis-à-vis des organisations syndicales qui était pourtant très présente dans tous les secteurs, le mouvement s'est heurté aux obstacles dressés par les syndicats, qui ont réussi

à organiser le cloisonnement, la division et finalement la défaite du mouvement.

Et parce que la simultanéité même des luttes constituait un facteur d'encouragement énorme pour les secteurs qui n'étaient pas en lutte à entrer à leur tour en action, et parce que les ouvriers commençaient à mettre en œuvre des actions de solidarité active, à rechercher les moyens de se retrouver ensemble dans l'action au-delà du secteur, les syndicats ont tout fait pour empêcher à tout prix cette simultanéité elle-même.

Ils sont ainsi parvenus à mettre en place une exemplaire "planification" du mouvement, qui consistait à éviter le plus possible que les différents secteurs soient en lutte en même temps (voir RI n°166).

La première leçon qui doit en être tirée, c'est que le besoin général qui se manifeste, en Grande-Bretagne comme ailleurs, c'est celui d'être réellement unis dans la lutte. Comme l'ont déjà montré les luttes en RFA en décembre dernier, ou en Espagne au printemps 87, si le front de luttes est dispersé il est voué à l'échec.

Ensuite, la seconde leçon est que la méfiance vis-à-vis des syndicats ne suffit pas. Malgré leur détermination et leur mobilisation spontanée débordant les consignes syndicales, les travailleurs en Grande-Bretagne se sont trouvés désarmés face aux manœuvres des syndicats pour diviser la lutte.

Etre unis dans la lutte, cela veut dire :

- rejeter tout point de vue corporatiste ou sectoriel, mais se battre comme une seule classe;
- faire de la question de la solidarité une solidarité active axée sur la conscience que nous avons tous les mêmes intérêts à défendre et sur la volonté de gagner ensemble, pour les mêmes revendications;
- se donner les moyens d'être ensemble dans l'action, dans les assemblées de lutte, dans les manifestations;
- prendre en mains les moyens d'étendre la lutte, appeler les autres travailleurs, actifs et chômeurs, à se joindre au mouvement en nous rendant en délégations massives vers les autres entreprises;
- ne faire aucune confiance aux syndicats, qui sont toujours les champions de l'isolement, du corporatisme. Contre leurs magouilles, ne comptons que sur nos propres forces, prenons en mains tous les aspects du combat : tenons des assemblées générales ouvertes aux autres travailleurs, chômeurs et groupes révolutionnaires;

Ces leçons ce sont celles qui doivent être tirées non seulement des récentes luttes en Angleterre, mais de toutes les luttes engagées par la classe ouvrière ces dernières années, en Belgique, en Espagne, en Italie, en France et ailleurs.

La bataille pour le développement d'une riposte de classe réellement unie, capable de repousser les attaques de la bourgeoisie et de forger les armes du renversement de ce système de misère, vient de franchir un nouveau pas en Grande-Bretagne. Cette nouvelle expérience et les leçons que nous devons en tirer ne peuvent que féconder les luttes à venir.

PE

## Luttes ouvrières au Portugal

## LES SYNDICATS ORGANISENT LA DIVISION

■ Durant plus d'un mois (mi-janvier à mi-février), les ouvriers du service public au Portugal, et notamment dans la capitale, ont riposté massivement aux attaques insupportables du gouvernement social-démocrate de Cavaco Silva : grève de trois semaines de 7000 ouvriers de la Carris (tramways et bus) de Lisbonne, puis, entrée en lutte des travailleurs des postes, du métro de Lisbonne, du Transtejo (bateaux faisant la navette sur le Tage)...

Dans un pays où le niveau de vie des ouvriers est le plus bas d'Europe derrière l'Italie, la Grèce et l'Espagne, le gouvernement exigeait, début janvier, un plafonnement des augmentations salariales à 6% pour 88 alors que le taux d'inflation prévu est de 10% pour l'année.

Face à l'énorme mécontentement qui menaçait d'exploser à la mi-janvier dans les secteurs centraux de l'économie, la bourgeoisie va mettre le paquet pour contenir les réactions ouvrières en prenant immédiatement les devants à travers le déploiement de ses forces d'encadrement sur le terrain. C'est ainsi qu'on a vu les syndicats CGTP (lié au PC) et UGT (lié au PS) user de toute une série de manœuvres en s'efforçant de cloisonner les ouvriers dans "leur" secteur, "leur" corporation afin d'endiguer tout risque de surgissement d'un mouvement massif et uni. Pour cela, ils ont d'abord accepté le principe d'une planification des négociations salariales secteur par secteur alors que c'est toute la classe ouvrière qui est aujourd'hui concernée par la même attaque contre ses conditions de vie. Ensuite, après avoir été contraints, sous la poussée de la combativité ouvrière, à appeler à la grève dans les transports (notamment à la Carris de Lisbonne) à la mi-janvier, les syndicats ont tout mis en œuvre pour saboter la lutte en décrétant la grève "en carroussel". Ainsi, les ouvriers des ateliers et les conducteurs ont été appelés à faire grève à des jours et heures bien distincts. Quatre jours après le début de la grève, le vendredi 22, des milliers de travailleurs affluent vers une assemblée générale centrale. Direction et syndicats vont agir main dans la main afin d'empêcher les ouvriers de se rassembler massivement pour discuter :

la direction empêchera à l'avenir les ouvriers de disposer des bus pour se rendre aux AG suivantes; les syndicats proposeront de poursuivre le mouvement en "décentralisant" les AG de même qu'ils vont jouer le rôle de coordinateurs des AG qui se tiendront dès lors par entrepôts et ateliers. C'est ainsi que les ouvriers ont été privés de tout moyen de prendre en charge ensemble leur mouvement.

Au même moment, dans les autres secteurs (métro de Lisbonne, postes, chemin de fer, Transtejo...), face au besoin ressenti par les ouvriers de se rassembler dans la rue, les syndicats prennent les devants et organisent des manifestations bien encadrées pour contrer tout risque de débordement. Et alors que dans le secteur des transports, les manœuvres syndicales ne parviennent pas à éteindre la combativité ouvrière, le 8 février, le gouvernement ordonne la réquisition. Le soir-même, les syndicats acceptent et appellent à la reprise du travail, sans aucune consultation et avec le mot d'ordre de "poursuite du mouvement sous d'autres formes", c'est-à-dire l'enterrement de la lutte.

La vraie raison d'une telle manœuvre, c'est bien entendu la mobilisation des autres secteurs et le danger d'unification des luttes qu'une telle situation avait ouverte. Enfin, pour parachever leur sale besogne de saucissonnage de la riposte ouvrière, les syndicats sont parvenus à faire reprendre le travail aux ouvriers secteur par secteur après avoir programmé une succession de "journées d'action" bien échelonnées dans le temps : le 15 février dans les postes, le 17 pour le Transtejo, le 17 et le 22 dans les transports publics...

Ainsi, au Portugal comme dans tous les pays d'Europe occidentale, la classe ouvrière est aujourd'hui confrontée au même besoin d'élargir et d'unifier ses luttes face aux attaques impitoyables contre tous les secteurs simultanément. Et dans ce combat, au Portugal comme partout, face aux pièges et manœuvres des syndicats, il lui faudra apprendre dans ses prochaines luttes à ne compter que sur ses propres forces.

M.A

## F.O.R. (SUITE DE LA PAGE 4)

Communiste (novembre 1978), vous l'avez encore récemment envoyé au nouveau groupe Mexicain "Grupo Proletario Internacionalista" (voir dans ce n° de RI l'article sur le 1er Congrès de ce groupe) comme présentation des positions de votre organisation.

Avec un tel type d'attitude de votre part, il ne faut pas vous étonner si vous n'avez pas réussi jusqu'à présent à constituer une organisation internationale implantée dans une dizaine de pays comme c'est le cas du CCI aujourd'hui (alors qu'il y a 20 ans nos forces militantes n'étaient pas plus importantes que les vôtres). Il est inutile de raconter (et de vous raconter ?) des fables ridicules sur nos poches pleines comme celles des "capitalistes" qui expliqueraient notre "aggrandissement" : croyez-vous vraiment qu'on peut acheter des militants révolutionnaires comme on peut acheter des politiciens bourgeois ? Et avec quel argent autre que les faibles sommes provenant des cotisations (malgré tout le dévouement des militants) l'aurions-nous fait ? Voulez-vous alors suggérer que nous disposions de revenus occultes ? Vraiment camarades, qu'auriez-vous à gagner en vous abaissant à reprendre les insultes entendues pendant des années de la bouche des stalinien ?

Vous proposez à "ceux qui veulent voir les choses en face" de comparer nos "textes respectifs point par point". C'est sûrement une excellente suggestion qui peut permettre à des éléments en recherche de se clarifier les idées. Mais il faut aussi penser à comparer les textes avec la réalité elle-même, et lorsque, par exemple, l'on continue à affirmer, comme vous le faites, qu'il n'y a pas de crise économique du capitalisme aujourd'hui, il ne faut pas, là non plus, s'étonner de ne pas être pris au sérieux. Même si vous aviez tout l'or du CCI vous ne seriez pas plus convaincants.

Camarades, arrêtez une bonne fois pour toutes d'être encore plus aveugles que ceux que vous fustigez. Cessez d'attribuer aux autres vos propres faiblesses. Rendez-vous enfin capables de dépasser votre sectarisme et les erreurs héritées de votre passé trotskiste. Sinon, effectivement, votre organisation ne pourra être d'aucune utilité dans le développement de la conscience du prolétariat et seront stérilisés tous les efforts et tout le dévouement que vous consacrez à la cause de l'émancipation de la classe ouvrière. Contrairement à ce que vous pouvez écrire, ce n'est pas ce que nous souhaitons.

Salutations communistes

RI.

# A BAS TOUS LES NATIONALISMES !

Chaque jour de nouveaux morts palestiniens, tués par les forces armées de l'Etat israélien. Ce qui se passe en Israël, comme au Liban et comme dans bien des pays du tiers-monde, n'est pas un cas particulier. Ces massacres en série sont la réalité banale d'un système, le système capitaliste avec ses Etats, lequel se décompose toujours plus, en s'enfonçant dans le chaos économique. La barbarie d'un système, plongé dans la décadence, se retrouve aussi dans le bloc de l'Est : les affrontements inter-ethniques en Arménie et en Azerbaïdjan, en URSS, expriment tout autant cette

décomposition du système capitaliste, n'en déplaise aux thuriféraires trotskistes et staliniens du prétendu "socialisme soviétique". L'Europe occidentale elle-même est de moins en moins épargnée par les manifestations sanglantes de la putréfaction de ce système, comme en témoignent les rivalités qui déchirent aujourd'hui encore les communautés catholiques et protestantes en Irlande du Nord. Partout, le capitalisme, avec l'effondrement de son mode de production dans sa décadence, est devenu ce monstre sanguinaire et barbare.

## PALESTINE

■ Tout ouvrier conscient doit comprendre clairement le sens des campagnes médiatiques actuelles s'indignant des brutalités commises par l'armée israélienne contre les palestiniens des "territoires occupés". Les médias et leurs commanditaires capitalistes ne s'indignent pas en fait sur les massacres commis; pour eux, tous les massacres qui assurent l'ordre capitaliste sont "justes". Ils s'indignent que l'ordre capitaliste en général et les intérêts du bloc américain au Moyen-Orient sont mal assurés par une déstabilisante brutalité; que l'armée israélienne soit immobilisée par des tâches de gendarme intérieur, au prix de l'affaiblissement des forces stratégiques américaines dans cette zone géographique.

Si aujourd'hui, les médias occidentales étalent complaisamment les images des atrocités sévices que l'Etat d'Israël inflige à ses victimes, c'est parce que le bloc US entend bien mettre à profit ces émeutes pour tenter de promouvoir un nouveau "plan de paix" destiné à établir la "pax americana" dans cette région (le plan Shultz vise en particulier, en s'appuyant sur l'aile gauche de la bourgeoisie israélienne, à "libérer" l'armée d'Israël des tâches de maintien de l'ordre pour qu'elle soit en mesure de jouer son rôle de "gendarme" du bloc dans la région). Souvenons-nous de la façon dont les mêmes médias avaient "couvert" les massacres de Sabra et Chatila en 82: l'horreur des images présentées à la TV avait permis de faire avaler, sous couvert d'une mission "humanitaire", l'envoi des corps expéditionnaires occidentaux à Beyrouth (alors que justement ces massacres avaient été organisés par les USA avec la complicité d'Israël et des phalanges chrétiennes) destiné à faire plier la Syrie et à la faire basculer dans le camp occidental.

Outre le cynisme et l'hypocrisie de tous les participants à ces grandes manoeuvres (le bloc US, les "colombes" et les "faucons" israéliens, les "organisations juives"...), il doit être clair qu'il n'existe aucune possibilité de paix réelle et durable dans cette partie du monde (même sous l'égide américaine) : ce qu'est devenu aujourd'hui le Liban donne l'image de l'avenir qui attend les autres populations de la région. Avec l'enfoncement du capitalisme dans la crise, les choses ne peuvent qu'empirer.

Tout ouvrier conscient doit dénoncer tous les prétendus humanistes -comme le prix Nobel de la Paix, Elie Wiesel- qui, au nom du "peuple juif martyr" et des millions de victimes des camps de concentration nazis, se font les défenseurs de l'Etat israélien et de son armée. Ces prétendus humanistes bourgeois qui exploitent honteusement la chair et le sang des victimes passées de la barbarie capitaliste sont les premiers à appuyer la barbarie actuelle au nom du "droit d'Israël à exister". Les autres "humanistes" professionnels, adeptes des pétitions et manifestes, intellectuels en quête d'une bonne conscience, qui prennent position pour les palestiniens ne valent pas mieux. Staliniens, socialistes, gauchistes de tout poil, revêtus de leur

peau de lapin humaniste, depuis plus de 50 ans, ont trempé dans tous les massacres, en soutenant les guerres dites "démocratiques", la guerre mondiale et les boucheries que sont les guerres dites de "libération nationale". Aujourd'hui, ils soutiennent l'OLP, une organisation bourgeoise, qui n'a rien à envier à l'armée israélienne dans les massacres, et en premier lieu ceux de palestiniens dans les camps, qui ne "marchent pas droit".

Les révolutionnaires doivent être particulièrement clairs sur la signification des mouvements de révolte dans les camps palestiniens. Les conditions de vie intolérables qui ont été infligées pendant des dizaines d'années aux populations palestiniennes (et particulièrement aux réfugiés) avec la complicité de tous les Etats arabes de la région et des grandes puissances, conduisent aujourd'hui à une explosion généralisée. Mais cette explosion, dans une région du monde complètement livrée aux appétits impérialistes des grandes (et aussi petites) puissances ne peut que constituer un pion dans le jeu de celles-ci, du fait en particulier du nationalisme qui l'imprègne. Ces mouvements expriment fondamentalement la décomposition de couches non prolétariennes, sans avenir, qui essaient d'entraîner sur un terrain nationaliste les ouvriers palestiniens qui travaillent dans les usines et entreprises avec leurs frères "juifs". La pire erreur serait de considérer de tels mouvements comme une expression de la lutte de classe. Tout ce qui "bouge" n'est pas nécessairement prolétarien. De tels mouvements mènent au néant, et sont d'autant plus dangereux que la décomposition accélérée des couches non prolétariennes risque de contaminer le prolétariat et de le conduire sur un terrain qui n'est pas le sien.

Les révolutionnaires dans les grands centres industrialisés, et en premier lieu en Europe de l'Ouest, doivent indiquer clairement la voie. Les luttes économiques du prolétariat, sa lutte politique culminant en mouvement révolutionnaire de masse sont la seule sortie historique de la barbarie capitaliste.

Le dilemme qui se pose au prolétariat en Israël, qu'il soit "juif" ou "palestinien" n'est pas "paix ou guerre" dans les territoires occupés; pas plus "sionisme ou antisémitisme". La "solution" de ce que les nationalistes de tout bord présentent comme des questions "juive" ou "palestinienne" n'est pas la constitution d'un Etat palestinien ou d'un double Etat judéo-palestinien. La solution prolétarienne se trouve dans la lutte conjointe de tous les prolétaires par-dessus les barrières nationales contre le capital, et donc contre tout Etat national. Le prolétariat mettra fin aux massacres incessants du capitalisme décadent non en édifiant de nouveaux Etats nationaux mais en détruisant tous les Etats nationaux, pour instaurer la communauté prolétarienne mondiale.

Plus que jamais, le cri de guerre du prolétariat doit être : "PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !"

Ch.

## IRAN-IRAK

(SUITE DE LA PAGE 1)

nien "cherche le martyr qu'il considère comme un honneur", tout en continuant à envoyer par la force de plus en plus d'enfants et de vieillards au massacre.

Mais les principaux responsables, ceux qui tirent réellement les ficelles, ce sont les bourgeoisies des principales puissances mondiales. Il n'est un mystère pour personne aujourd'hui que les armes utilisées dans le Golfe proviennent des deux côtés du rideau de fer. Les missiles qu'envoie actuellement l'Irak sont des SS 12 soviétiques ou des "copies chinoises"; les raids aériens et les bombardements, c'est avec le matériel fourni largement par le bloc US et en particulier par la France, que Bagdad peut les réaliser et les multiplier. Quant à l'Iran, tout le monde sait que l'essentiel des armes lui est fourni par les USA, ou de façon détournée et hypocrite par Israël, sans oublier l'Etat français qui l'a fait "honteusement" sous le gouvernement socialiste. Et pour ce qui concerne les armes chimiques dont l'utilisation massive offusque tant toutes les "bonnes consciences" bourgeoises, il en est de même : au début du mois de mars, la presse occidentale était obligée de reconnaître qu'un trafic d'armes de cette nature, en provenance des USA, existe entre Rotterdam et l'Iran. De plus aujourd'hui l'Irak comme l'Iran sont suffisamment approvisionnés en matériaux chimiques pour pouvoir produire eux-mêmes de telles armes.

Mais tout cela n'est pas l'essentiel. Si cette guerre connaît aujourd'hui une nouvelle accélération, si des populations entières sont aujourd'hui prises en otages et massacrées, ce n'est pas tant pour le bénéfice des marchands de canons de tous bords que pour celui du bloc impérialiste occidental. Cette guerre n'est qu'un des moyens de pression que le bloc, par l'intermédiaire de l'Irak, exerce

pour faire céder la bourgeoisie de Téhéran, la mettre au pas et faire rentrer l'Iran dans le rang. Les morts et les blessés qui se multiplient tous les jours depuis des années, l'horreur et la famine qui se développent dans ces pays, n'ont aucune importance pour la bourgeoisie occidentale. Tout cela ne pèse d'aucun poids à côté des intérêts fondamentaux du bloc qui déploie de plus en plus d'énergie et de moyens pour se renforcer et se préparer, partout dans le monde, et en particulier au Moyen-Orient, pour faire face au bloc impérialiste ennemi.

Les cris d'"effroi" de la presse bourgeoise occidentale et les déclarations des hommes politiques scandalisés devant ces images "horribles et dégoûtantes" (c'est le porte-parole de la Maison Blanche qui a osé dire ça) ne sont que mensonges, hypocrisie, cynisme et mystifications. Les pourparlers et les sommets pour le désarmement ne sont que de sordides comédies qui ne visent qu'à masquer les intentions guerrières de la bourgeoisie mondiale, à l'Ouest comme à l'Est, et à endormir la classe ouvrière (cf p.8). La réalité du système capitaliste mondial se résume dans ces cadavres entassés dans les villages kurdes, ces immeubles effondrés sur leurs occupants dans les grandes villes d'Irak et d'Irak.

Un système qui ne peut promettre que la généralisation de cette réalité, de cette horreur, est un système qu'il faut abattre. C'est la classe ouvrière qui a la responsabilité et la possibilité de le faire.

J.E.

## APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50f (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

## ARMENIE

■ Le 28 février à Soumgait, dans la province de Nagorny-Karabakh en Azerbaïdjan, des affrontements entre Azeris et Arméniens font plusieurs centaines de morts (le chiffre officiel de 33 morts est bien en deçà de la réalité), surtout parmi ces derniers qui souvent sont victimes de véritables pogroms. Ces affrontements font suite à toute une agitation nationaliste qui s'est développée les semaines précédentes dans la population arménienne vivant en Arménie et en Azerbaïdjan et dont la principale revendication était le "retour" à la République d'Arménie de la région autonome du Karabakh rattachée à l'Azerbaïdjan en 1923. Cette agitation qui s'était exprimée notamment sous forme de grèves massives avait culminé le 26 février en une énorme manifestation de plus d'un million de personnes à Erevan, capitale de l'Arménie.

Ainsi, dans ces pays qui se disent "socialistes", qui prétendent être dirigés par des partis "communistes" et "ouvriers", sont présentes et s'aggravent les caractéristiques les plus sordides et sanglantes de la décomposition générale du système capitaliste décadent : l'explosion des nationalismes, les affrontements ethniques qui en sont la conséquence logique, les massacres de populations.

Si ces explosions résultent en partie de l'accumulation du mécontentement face à l'aggravation des conditions de vie de la population, si beaucoup d'ouvriers ont pu y participer, cela ne signifie nullement qu'elles aient un quelconque contenu prolétarien. Dans une région du monde où le prolétariat subit encore dans sa chair et dans sa conscience le poids de la contre-révolution qui a succédé à la révolution de 1917, où la politique stalinienne de "russification" (digne héritière de celle du tsarisme) a attisé les revendications et mystifications nationalistes, la classe ouvrière éprouve les pires difficultés pour se frayer un chemin vers un terrain de classe. C'est dire toute l'importance des luttes ouvrières dans les pays centraux du capitalisme et particulièrement ceux d'Europe occidentale qui seules peuvent montrer à l'ensemble du prolétariat mondial le chemin de son émancipation, du renversement de cette société qui croupit et s'enfonce dans la boue et le sang.

FM

## IRLANDE DU NORD

■ Sous la férule de la très "civilisée" bourgeoisie britannique, la "guerre civile" irlandaise a fait en vingt ans 2500 morts! Aujourd'hui, alors qu'une vague de grèves sans précédent depuis 1978 a déferlé sur l'Angleterre (cf p.6), cette bourgeoisie et ses frères ennemis de l'IRA irlandaise, "protestants" d'un côté et "catholiques" de l'autre, ont rallumé la mèche une fois de plus, dans ce "laboratoire" de la terreur et du terrorisme d'Etat que constitue l'Irlande du Nord. Aujourd'hui plus que jamais, c'est l'évidence que cette "guerre civile", cette "guerre de religions", vestige des luttes nationalistes du début du siècle, n'est qu'un abcès ouvert de la barbarie du capitalisme, où trouvent leur compte les partis politiques, les syndicats, les églises, les polices, les armées et les marchands de canon de tous bords, et où ont tout à perdre les travailleurs quelles que soient leurs "origines".

Grenades jetées dans la foule, lynchages et meurtres, attentats et répression policière et militaire, quadrillage permanent de la population, le monde "civilisé" occidental n'a rien à envier à la barbarie qu'il déchaîne par ailleurs au Moyen-Orient (Liban, Iran-Irak) et partout où la pression de la classe ouvrière ne suffit pas à arrêter le bras armé du capitalisme. Et si les images de cette horreur nous sont servies à profusion et avec complaisance aux heures de grande écoute sur toutes les télévisions du monde alors qu'aucune image ne passe de grèves et de manifestations ouvrières, c'est parce que les premières font partie du spectacle quotidien qu'offre le capitalisme, alors que la seconde montre la voie du combat pour l'émancipation de ce système d'exploitation, de misère, de terreur et de guerre. C'est parce que les premières servent la cause de la bourgeoisie en nourrissant le sentiment de la "fatalité" de la guerre, de la terreur, du terrorisme, de la répression, de la soumission, alors que la seconde, en montrant que la lutte pour défendre les conditions d'existence est possible, que la solidarité entre les travailleurs est possible, risquerait de nourrir la conscience dans le prolétariat qu'il existe une issue à la barbarie de ce système.

MG.

21/3/88

### SOUSCRIPTIONS :

Nantes : (RP janvier 88):  
Adso : 20f ; ph4 : 40f ; Lye : 90f ; Gene. : 50f ;  
Pastorius : 50f ; J.C.E : 200f ;  
(permanence janvier 88) :  
D : 50f ; Pépé : 10f ; Mallers : 10f ; Boboss : 20f ;  
Lye : 30f ; Gene : 50f ; Mx : 20f ; Dewey : 50f ;  
Adso : 50f.  
(RP mars 88)  
Mallers : 20f ; Stanley : 50f ; Gene : 50f ; Dewey :  
30f ; Al : 20f ; Loulou : 40f ; Lye : 100f ; Adso:50f.  
Paris : (RP février 88):  
Fb:10f ; M.:10f ; J.:20f ; R.:20f ; L.:10f ; LR:40f ; B:50f ;  
PB:30f ; Adso:50f ; Mrx:10f ; Mx:7f  
TO.:450 F  
Tours : (permanence du 23.01):  
Mallers : 150f ; Pépé : 50f ; G. : 50f ; Adso : 30f ;  
PuB:10f ; Di. : 20f ; Egan : 20f.  
(permanence de février) :  
Mallers : 27f ; G : 15f ; Pépé : 20f ; JC et E. :  
100f ; Atoll : 5f ; Dewey : 100f.

TOTAL : 2394F  
TOTAL GENERAL : 5298F

# L'EUROPE ACCELERE SES PREPARATIFS GUERRIERS

Les 2 et 3 mars s'est tenu à Bruxelles le sommet extraordinaire de l'OTAN qui a adopté à l'unanimité une résolution finale présentée par les médias bourgeois comme un effort supplémentaire du bloc occidental vers le désarmement et le maintien de la paix. Cet effort se situerait, aux dires de ces mêmes médias, dans la continuité de la politique "pacifiste" ouverte avec l'accord de Washington concernant le démantèlement des euromissiles. S'il est vrai que ce dernier sommet de l'OTAN fait suite, en effet, à l'accord signé entre Reagan et Gorbatchev en décembre 87, ce n'est certainement pas, comme le prétend la propagande bourgeoise, dans le but de sauvegarder la paix mondiale mais, bien au contraire, d'accélérer les préparatifs guerriers du bloc US face au bloc russe. La classe ouvrière ne doit se faire aucune illusion : à l'Est comme à l'Ouest, à chaque fois que la bourgeoisie fait retentir ses trompettes "pacifistes", c'est toujours pour s'armer jusqu'aux dents et accentuer la menace croissante de conflagration entre les deux grands requins impérialistes, conflagration dont l'Europe est destinée à constituer le principal champ de bataille.

Derrière le rideau de fumée du prétendu désarmement, l'accord de Washington n'avait, en réalité, qu'une seule signification : face à l'accélération brutale de la crise, il s'agit pour les USA non pas de livrer l'Europe aux appétits impérialistes du bloc russe, mais de faire porter à leurs alliés occidentaux un poids plus important du fardeau des dépenses militaires du bloc (cf. RI 165 et 166). C'est ainsi que deux mois à peine après la signature de cet accord entre les deux grands, les Alliés viennent aujourd'hui montrer une fois de plus leur soumission totale aux diktats US. En resserrant les rangs derrière les USA, ces derniers se devaient surtout de faire une démonstration de fermeté face au bloc russe afin que l'URSS ne se fasse aucune illusion : il n'est pas question pour le bloc occidental de baisser la garde. Non seulement le retrait des euromissiles US ne signifie nullement l'arrêt du déploiement de ceux des Etats d'Europe occidentale mais, de plus, ce retrait sera immédiatement compensé par une modernisation des armes conventionnelles et nucléaires des forces de l'OTAN.

## UNE PROPAGANDE MENSONGERE POUR JUSTIFIER LE RENFORCEMENT DES PREPARATIFS GUERRIERS

Et pour justifier cette nouvelle accélération de la course aux armements, le bloc occidental se saisit d'un prétexte : devant la prétendue "supériorité écrasante" de l'adversaire en matière d'armements classiques, supériorité qui constituerait une menace pour l'Europe, il faut instaurer une "remise à niveau" des armes conventionnelles en Europe occidentale afin de rétablir une "parité", un rééquilibrage du potentiel de destruction de part et d'autre du rideau de fer.

Malgré l'incontestable supériorité numérique des armes conventionnelles du bloc russe, c'est sur un énorme mensonge que s'assoit la propagande occidentale. En effet, face au bloc le plus puissant sur le plan économique -et donc sur le plan militaire-, il est évident que l'URSS ne fait pas le poids. Du fait de l'énorme retard technologique de ce pays, retard lié à son arriération économique, le matériel militaire russe est beaucoup moins performant que celui des USA ou de ses alliés européens (de l'avis même des "experts" occidentaux, les avions russes, par exemple, ont au moins 10 ans de retard sur ceux des USA et 5 ans sur ceux des forces de l'OTAN) (1).

Ainsi, le dernier sommet de l'OTAN nous est présenté comme une nouvelle étape vers le désarmement alors que tous les Etats occidentaux se sont mis d'accord pour augmenter les budgets militaires afin de sophistiquer encore leurs armements convention-

nels et nucléaires (avec, en particulier, le projet de modernisation des armes nucléaires à courte portée tel le missile Lance apparu il y a une dizaine d'années). On nous promet que "les forces militaires doivent avoir pour seule raison d'être d'empêcher la guerre" (résolution finale du sommet de l'OTAN) alors qu'en réalité, cette détermination des Etats européens à accélérer l'effort de guerre constitue un pas supplémentaire dans les tensions Est-Ouest, tensions déjà largement amplifiées depuis plusieurs mois avec le gigantesque déploiement des forces occidentales dans le Golfe persique. On veut nous faire croire que cette escalade militaire n'a d'autre objectif que la "dissuasion" destinée uniquement à intimider l'hydre soviétique, alors qu'en réalité, tous les scénarios sont déjà mis en place en vue d'une éventuelle conflagration entre les deux blocs, comme en témoigne le récent rapport du Pentagone (publié en janvier dernier et intitulé "Dissuasion sélective"). Ce rapport vient aujourd'hui mettre un bémol à la chansonnette "pacifiste" de Reagan en insistant sur la nécessité des forces nucléaires basées en Europe (y compris les forces américaines) ainsi que des forces nucléaires intercontinentales afin de pouvoir riposter immédiatement à toute attaque conventionnelle massive du bloc russe.

## L'ETAT FRANCAIS A L'AVANT-GARDE DES FORCES DE L'OTAN

Et dans la défense intransigeante des intérêts impérialistes du bloc occidental, on peut dire que l'Etat français a, une fois de plus, particulièrement brillé par son dynamisme. Fini le temps où la France pouvait -comme ce fut le cas sous De Gaulle- s'illusionner sur ses possibilités de faire cavalier seul et revendiquer un semblant d'autonomie vis-à-vis des USA. A mesure que le capitalisme sombre dans la crise et que s'accroissent les pressions vers la guerre, la défense des intérêts impérialistes particuliers doit céder le pas à celle des intérêts du bloc comme un tout solidaire et uni. C'est le sens qu'il faut donner à la présence, pour la première fois depuis 25 ans, du chef de l'Etat français au sommet de l'OTAN : la participation active de Mitterrand aux côtés de Thatcher, Kohl et consorts vient aujourd'hui réaffirmer haut et fort, s'il en était besoin, la fidélité du capital français à la stratégie impérialiste du bloc US. Fidélité qui s'est particulièrement illustrée non seulement par le fait que c'est la France qui proposera la résolution finale prévoyant l'augmentation immédiate de tous les budgets militaires, mais surtout par la place de premier rang que l'Etat français vient encore de s'octroyer dans les préparatifs

guerriers du bloc :

- renforcement des manœuvres franco-allemandes du type de celles déployées fin 87 sous le nom d'opération "Moineau Hardi" et qui avaient déjà mobilisé un contingent de plusieurs dizaines de milliers de soldats;

- confirmation du projet franco-britannique de réallocation d'un missile nucléaire air-sol;

- poursuite du programme Hadès (version moderne du missile Pluton) adopté en 82 -rappelons-le à la courte mémoire du très "pacifiste" Parti "Communiste" Français- par le gouvernement PC-PS ...

Et comme toujours et en toutes circonstances, lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts du capital national sur la scène impérialiste, la bourgeoisie française a fait preuve, une fois encore, d'une formidable unité : alors que dans l'arène électorale se déchangent les traditionnelles querelles de cliques, à Bruxelles, les "frères ennemis" Chirac et Mitterrand enterrent la hache de guerre, pour adopter comme un seul homme la même politique militariste.

## LA CLASSE OUVRIERE NE DOIT PAS SE LAISSER ENDORMIR PAR LES CAMPAGNES PACIFISTES

Les campagnes pacifistes qui se développent depuis plusieurs mois dans les principaux pays, en particulier ceux d'Europe occidentale, ne visent qu'un seul objectif : face à la gravité des tensions impérialistes poussant inexorablement les deux blocs vers un affrontement militaire direct, la bourgeoisie cherche à endormir la conscience du prolétariat, seule force capable, par le développement de ses luttes, d'empêcher le déchaînement d'une troisième guerre mondiale.

La classe ouvrière ne doit pas se laisser entraîner sur le terrain bourgeois du pacifisme. Elle ne doit pas se laisser bercer par les belles paroles de quelque parti bourgeois que ce soit. Il lui faut, au contraire, ne jamais perdre de vue que tous ceux qui, DE DROITE COMME DE GAUCHE, aujourd'hui comme par le passé, nous parlent de paix, MENTENT. Ils mentent pour nous faire adhérer à la logique impérialiste du capital en crise. Ils mentent pour nous imposer les sacrifices nécessaires à l'accroissement des budgets militaires. Céder à l'idéologie pacifiste, c'est non seulement accepter encore plus de misère et d'austérité pour tous mais aussi, et surtout, laisser les mains libres à la bourgeoisie pour déclencher une nouvelle guerre mondiale.

A toutes ces tentatives bourgeoises de dévoiement de la conscience du prolétariat, il n'y a qu'une seule réponse : continuons à refuser de faire les frais de la crise du capitalisme, développons nos luttes sur notre propre terrain de classe contre la misère et la dégradation de toutes nos conditions de vie.

CONTRE LA "PAIX" BOURGEOISE, RENFORÇONS LA GUERRE DE CLASSE. C'est le seul moyen d'empêcher ce système décadent de précipiter toute l'humanité dans la barbarie généralisée.

Avril

-----NOTE-----

(1) La supériorité numérique de l'armement conventionnel russe en Europe s'explique aussi par le fait que l'URSS maintient en service des matériels datant des années 50-60. Mais si ces armes ne sont d'aucune efficacité face à celles de ses adversaires d'Europe occidentale, leur maintien répond en réalité à une nécessité de politique intérieure au sein des Etats du Pacte de Varsovie : elles ont une fonction de police tant pour le maintien de l'ordre face aux révoltes ouvrières que face à toute velléité de la part des pays satellites de l'URSS de basculer dans le bloc US. Telles sont les situations -comme ce fut le cas en Hongrie en 56 et en Tchécoslovaquie en 68- face auxquelles les chars et les blindés russes peuvent encore faire la preuve de leur "écrasante supériorité".

## Lisez la revue internationale Sommaire du No 53

### Editorial

LUTTES OUVRIERES : ITALIE, ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE  
EMEUTES ET REPRESSION EN PALESTINE  
SEUL, LE PROLETARIAT PEUT METTRE FIN A LA BARBARIE

### VINGT ANS DEPUIS MAI 68

LUTTE DE CLASSE : LE MURISSEMENT DES CONDITIONS DE LA REVOLUTION

LE CAPITALISME DANS LE TOURBILLON DE LA CRISE

REVOLUTIONNAIRES : L'EVOLUTION DU MILIEU POLITIQUE (1e partie)

### GUERRE, MILITARISME ET BLOCS IMPERIALISTES (2e partie)

Correspondance internationale  
ADRESSE AU MILIEU PROLETARIEN ET A LA CLASSE OUVRIERE  
(GPI, Mexique)

## Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

### NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.